



Communiqué de presse

Pour publication immédiate

## **Actions d'éclats pour le financement de l'action communautaire autonome Les groupes réclament des engagements dès le prochain budget**

*Montréal et Québec, le 7 février 2017* — Plus de 200 membres de groupes communautaires de Québec, de Chaudière-Appalaches et du Saguenay occupent l'Édifice Marie-Guyart (complexe G), situé au 675 Boulevard René-Lévesque E, à Québec, depuis 11h30. Une action similaire se tient au même moment à Montréal. Les organismes communautaires profitent de la rentrée parlementaire pour tenter, encore une fois, d'attirer l'attention du ministre des finances Carlos J. Leitao sur leurs besoins. Les 4000 groupes engagés dans la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* réclament une hausse de 475 millions \$ par année de leur financement à la mission et la pleine indexation annuelle de leurs subventions.

Véronique Laflamme, porte-parole de la campagne, indique que faute d'un soutien suffisant du gouvernement, la survie de bon nombre de ces groupes communautaires est menacée, dont celle d'au moins 260 d'entre eux qui ne reçoivent aucun financement de l'État. Elle précise que « le fait que les subventions ne soient ni augmentées ni indexées, ou seulement partiellement, implique un appauvrissement continu des groupes qui ne peuvent suivre les hausses du coût de la vie ».

Caroline Toupin, également porte-parole pour la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*, renchérit : « Trop de citoyens et de citoyennes ont pâti des récentes politiques d'austérité du gouvernement libéral. Ces personnes se tournent bien souvent vers nos organismes communautaires pour obtenir de l'aide et faire respecter leurs droits. Notre action est essentielle à la société québécoise, pour lutter contre les inégalités et l'exclusion sociales ».

Les groupes communautaires rappellent d'ailleurs que l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une motion le 8 novembre dernier, qui soulignait « l'apport des organismes d'action communautaire autonome au développement social et économique du Québec » et qui « demandait » au gouvernement de rehausser le financement des organismes d'action commu-

taire autonome ». Selon madame Laflamme, « le gouvernement doit être conséquent et envoyer un signal clair en ce sens, aux groupes et à la population qu'ils desservent, d'autant qu'il est en période de surplus budgétaire ».

À Québec, Raphaël Létourneau, porte-parole des organismes de la région, indique que leur choix de cible « visait à forcer le gouvernement à reconnaître ses responsabilités face aux besoins criants des organismes communautaires ». Du côté de Montréal, « en occupant la Caisse de dépôt et de placements, nous avons voulu dénoncer les mauvais choix du gouvernement, qui soutient indument l'entreprise privée, au lieu d'aller chercher l'argent où il y en a afin de réinvestir massivement dans les services publics, les programmes sociaux et dans les groupes communautaires », explique Nancy Harvey, porte-parole de l'action à Montréal.

Depuis le 23 janvier, le ministre des Finances a également fait l'objet d'une campagne de cartes postales l'exhortant à répondre favorablement aux revendications des groupes communautaires.

- 30 -

**Pour de plus amples renseignements :**

Alexandra Pierre, attachée de presse: (438) 838-2482

Véronique Laflamme : (418) 956-3403

[engagevousACA.org](http://engagevousACA.org)

[www.facebook.com/engagevous](https://www.facebook.com/engagevous)